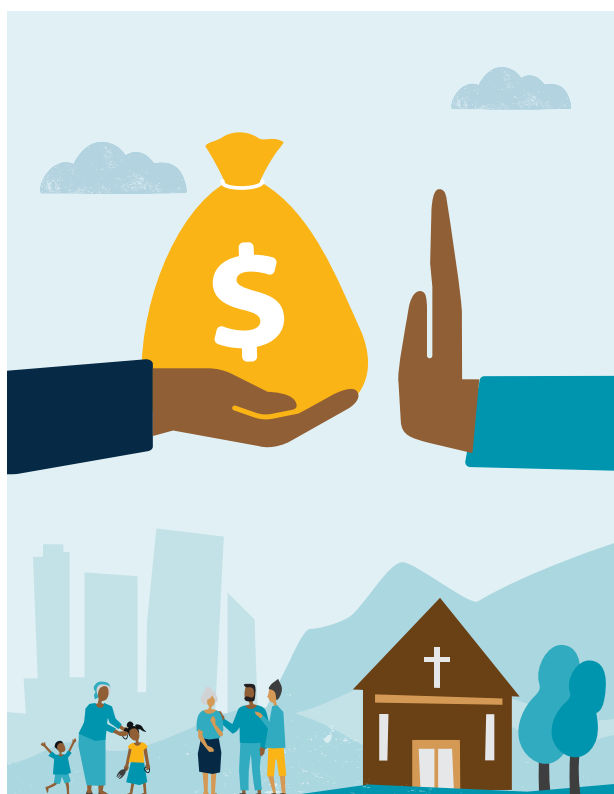


Résumé de la recherche

La perception et la réponse de l'Église à la corruption en Amérique latine et dans les Caraïbes



La corruption : un défi pour l'Amérique latine et les Caraïbes

La corruption en Amérique latine et dans les Caraïbes est l'un des principaux problèmes qui affectent la vie des gens et le bien-être général des sociétés. L'indice de perception de la corruption 2020 (IPC 2020), qu'a publié Transparency International en 2021, brosse un sombre tableau de l'état de la corruption dans le monde.

Le problème de la corruption ne concerne pas exclusivement les gouvernements et leurs institutions, mais s'étend également aux organisations privées et à la société dans son ensemble.

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence et exacerbé les conséquences dévastatrices de la corruption, mettant à nu les systèmes de santé et les systèmes fiscaux incapables de faire face à ses effets.

Le problème de la corruption exige une intervention urgente de tous les acteurs sociaux, y compris des communautés religieuses qui, par leur foi et leurs Églises, jouent un rôle fondamental pour engendrer le changement nécessaire.

Nos recherches

Tearfund s'est engagé à travailler avec les organisations confessionnelles et les communautés de foi pour promouvoir et renforcer l'intégrité et la justice dans nos sociétés en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans un premier temps, fin 2020, nous avons entrepris quelques recherches pour mieux appréhender la prévalence, les causes et les effets de la corruption ; la situation des Églises face à ce fléau social ; et les stratégies et réponses possibles par nos programmes pour la combattre de manière adéquate et efficace.¹ La recherche portait sur dix pays de la région Amérique latine et Caraïbes. Tous les pays où évolue Tearfund ont été inclus (Bolivie, Brésil, Colombie, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua et Pérou), ainsi que le Costa Rica et le Venezuela.

Cette recherche est une étude exploratoire-descriptive réalisée à l'aide de méthodologies qualitatives-quantitatives. Elle est composée d'une étude des textes sur le sujet, d'enquêtes, d'entretiens et de groupes de discussion avec des responsables d'Églises évangéliques dans les dix pays, ce qui a permis un examen approfondi de la question.

1 Tearfund a fait appel aux services du *Departamento Ecueménico de Investigaciones* (Département de recherche œcuménique/DEI) pour mener cette recherche. En avril 2021, le DEI a soumis le rapport final de sa recherche sur « La perception et la réponse de l'Église à la corruption en Amérique latine et dans les Caraïbes ». Ce document est un résumé du rapport final du DEI.

Corruption en Amérique latine et dans les Caraïbes

Selon Adriana Peralta Ramos, la **corruption « consiste à obtenir un avantage personnel au prix d'une atteinte, directe ou indirecte, aux droits de tiers. Elle implique l'obtention d'un avantage par l'exercice du pouvoir, ou l'obtention d'une position ou d'un avantage économique par la tromperie, l'influence, etc. »**

La corruption existe en Amérique latine et dans les Caraïbes depuis l'époque coloniale, lorsque les personnes au cœur du pouvoir ont établi et légitimé des comportements malhonnêtes et immoraux qui se sont ancrés dans la culture locale.

L'Église chrétienne, l'Église établie en particulier, était complice de la normalisation de ces pratiques corrompues.

La réalité actuelle est extrêmement sombre et inquiétante. Les données de l'indice de perception de la corruption dans le tableau suivant pour 2015 à 2020 montrent le niveau de corruption perçue dans les dix pays étudiés. Il est clair qu'il n'y a pas eu de progrès significatifs dans la réduction de la corruption dans la plupart de ces pays, et qu'en fait la situation s'est détériorée, notamment au Honduras et au Venezuela.

Tableau 1. Comparaison de la perception de la corruption dans les pays étudiés au cours des cinq dernières années

PAYS	2016		2017		2018		2019		2020		Moyenne
	Position	Points	Position	Points	Position	Points	Position	Points	Position	Points	*
Costa Rica	41	58	38	59	48	56	44	56	42	57	57,20
Colombie	90	37	96	37	99	36	96	37	92	39	37,20
Brésil	79	40	96	37	105	35	106	35	92	38	37,00
Pérou	101	35	96	37	105	35	101	36	94	38	36,20
Bolivie	113	33	112	33	132	29	123	31	124	31	31,40
Guatemala	136	28	143	28	144	27	146	26	149	25	26,80
Honduras	123	30	**	**	**	**	146	26	157	24	26,60
Nicaragua	145	26	151	26	**	**	161	22	159	22	24,00
Haïti	159	20	157	22	161	20	168	18	170	18	19,60
Venezuela	166	20	169	18	168	18	173	16	176	15	17,40

Source : Tableau réalisé par le DEI à partir des données de Transparency International (2021)

Le classement correspond au niveau de corruption perçue dans le secteur public dans 180 pays. Ils sont classés dans l'ordre, des pays les moins corrompus aux pays où la corruption perçue est la plus élevée, sur une échelle de 0 à 100, où 0 signifie des niveaux élevés de corruption et 100 signifie l'absence de corruption.

* Score moyen du pays obtenu dans l'indice de perception de la corruption de 2016 à 2020 sur une échelle de 0 à 100 où 0 signifie des niveaux élevés de corruption et 100 signifie l'absence de corruption.

** Aucune information.

Quelle incidence cela a-t-il ?

Les conséquences de la corruption, qui est profondément enracinée en Amérique latine et dans les Caraïbes, sont dévastatrices. Elle a eu un profond impact économique, social et environnemental tout au long de l'histoire de la région. La crise de la gouvernance au sein des institutions taxe lourdement les politiques publiques, les droits humains et la justice sociale dans la plupart des pays.

Il existe un lien direct entre la corruption et la réalisation des cibles de 2030 des Objectifs de développement durable (ODD) convenus aux Nations Unies en 2015. **Plus la corruption est importante, plus la pauvreté et les inégalités sont grandes, et plus les niveaux d'éducation, de santé, de protection de l'environnement, d'eau et d'assainissement, de perspectives d'emploi, etc. sont faibles.** Les populations vulnérables des pays les plus corrompus souffrent le plus du fait que leurs besoins ne sont pas satisfaits. Cela se manifeste actuellement par l'impact disproportionné de la crise de Covid-19 sur les pays aux plus grands besoins économiques et par l'incidence de corruption la plus élevée.

La corruption affecte l'environnement, avec des conséquences dévastatrices pour les populations

autochtones et de descendance africaine. La corruption a des répercussions sur la justice et favorise de ce fait l'impunité. La corruption fragilise la démocratie et la gouvernance en bouleversant les droits citoyens et les valeurs civiques.

« La corruption est considérée comme un phénomène extérieur, c'est-à-dire quelque chose qui n'est pas en nous. C'est un phénomène qui est "là-bas" alors que nous sommes ici... la corruption a été normalisée. » (Interview GF2-2)

L'ampleur de son incidence sur toutes les sphères de la vie démontre la gravité de la situation en Amérique latine et dans les Caraïbes et l'urgence de trouver des mesures impliquant l'ensemble des acteurs pour s'attaquer à ce problème.

En abordant la question sur le plan structurel, il sera possible de concevoir et mettre en œuvre un programme à grande échelle, qui se développe à partir de la base. Si nous voulons obtenir le changement nécessaire, il nous semble essentiel de commencer ce travail au sein des Églises et des communautés religieuses.



❏ L'absence de gestion des déchets solides en Haïti crée un environnement néfaste pour la santé et touche de manière disproportionnée les personnes vivant dans la pauvreté. Photo : Jonathan Clement/Tearfund.

Que fait-on pour lutter contre la corruption ?

Selon un rapport de l'ONG *Poder Ciudadano* (pouvoir citoyen), on a eu recours à quatre types de réponses anticorruption : institutionnelles, judiciaires, citoyennes et internationales.

Les **réponses institutionnelles** prennent la forme de réformes politiques et de nouveaux systèmes institutionnels. Ces réponses institutionnelles favorisent les mesures de transparence et de redevabilité, la simplification des procédures, l'utilisation croissante de systèmes limitant les pouvoirs discrétionnaires dans les processus de passation de marchés et de contrats, mais aussi de meilleurs outils afin d'enquêter, d'engager des poursuites pénales et de plaider les cas de corruption.

Les **réponses judiciaires** se concentrent sur la mise en œuvre de processus de poursuites pénales, comme on l'a vu dans plusieurs pays de la région (Argentine, Brésil, Chili, Guatemala, Panama, Salvador).

Les **réponses citoyennes** peuvent adopter des formes diverses : mouvements sociaux de grande ampleur où la cause anticorruption est étroitement liée aux discussions sur la qualité des services et sur l'efficacité des politiques publiques ; multiplication des dénonciations et des débats publics sur la question ; utilisation des réseaux sociaux et des médias conventionnels pour dénoncer les pratiques de corruption (pouvant conduire à des enquêtes criminelles) ; et activisme civique par le biais d'organisations non gouvernementales, soit individuellement, soit par l'établissement de coalitions visant à promouvoir des programmes politiques, réglementaires et institutionnels.

Les **réponses internationales** s'appuient sur des conventions et sur le suivi de leur mise en œuvre, sur la coopération financière et technique et sur la promotion de normes de transparence telles que celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des commissions internationales.

Toute une série de politiques, de règles et d'institutions anticorruption est en place dans les pays étudiés. À cet égard, il convient toutefois d'observer les points suivants :

- Des systèmes de contrôle font défaut pour évaluer la conformité effective, soit dans la gestion du service public dans son ensemble, soit pour chaque contrat de travaux publics, notamment au niveau du recrutement du personnel et des processus d'entrée dans la fonction publique.
- Dans les pays étudiés, il n'existe pas de politique publique visant à éduquer globalement en matière de comportement civique et d'éthique publique, de l'école à l'université.
- On observe une absence notable de procédures et de paramètres transparents et efficaces pour mobiliser les citoyens en tant que mécanisme de responsabilité sociale et, lorsqu'ils sont en place, ils sont rarement suivis. Ou bien, des réseaux de complicité existent qui, loin d'atténuer la corruption, la facilitent plutôt.
- Il existe un manque notable de cadres juridiques complets offrant une protection aux agents de l'État et aux citoyens qui dénoncent des actes de corruption.
- Le cadre réglementaire régissant les délits de corruption est totalement inadéquat. Les sanctions sont mineures par rapport aux préjudices causés à la société, surtout vu les abus et le détournement des biens de l'État dont il est question.
- Dans de nombreux pays, l'abus de pouvoir n'est même pas criminalisé.

Cette recherche montre que **l'Église n'est pas un acteur majeur du mouvement anticorruption et qu'au contraire, elle en est largement absente.**



📍 Au Guatemala, 49,8 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition.
Photo : Caroline Trutmann/Tearfund.

Le rôle des Églises face à la corruption

Comment la corruption est-elle perçue ?

Les enquêtes, entretiens et groupes de discussion réalisés dans le cadre de cette recherche indiquent que **la corruption est perçue et décrite de différentes manières**. En ce qui concerne le concept en soi, certains l'envisagent de manière très générale comme toute malhonnêteté ou toute forme d'injustice. D'autres la considèrent comme un acte commis dans la poursuite d'un intérêt personnel, en violation de ce qui est juste et équitable. Plusieurs participants estiment que la corruption est une action qui implique un gain pécuniaire, tandis que d'autres

ne la jugent pas comme étant nécessairement de nature financière. Le groupe de discussion autochtone s'est distingué par sa perception différente de la corruption. Il voit une injustice systémique de la part des politiciens dans leur discrimination contre les populations autochtones, qui ignorent et répriment leur voix, leur imposent culturellement une modernité hégémonique et les empêchent de pratiquer leur vision du monde. D'un point de vue théologique, les participants s'accordent à dire que la corruption est une déviation de la volonté de Dieu qui porte atteinte à l'intégrité et constitue une violation du commandement d'aimer son prochain.

Quels sont les facteurs d'influence sur le rôle des Églises face à la corruption ?

L'une des principales conclusions de la recherche est que l'Église doit jouer un rôle prophétique, en dénonçant avec autorité la corruption lorsqu'elle y est confrontée. On invoque un devoir moral et éthique de l'Église face à la corruption. **L'Église doit être impliquée dans la dénonciation et dans l'action contre la corruption et l'injustice.** Les résultats de l'enquête montrent que 98,8 % des répondants soutiennent l'implication de l'Église dans la lutte contre la corruption, ce qui démontre qu'il s'agit d'un aspect fondamental du rôle de l'Église.

Malgré cette affirmation retentissante du rôle prophétique de l'Église, les résultats de la recherche montrent qu'en général, **l'Église est sans voix pour dénoncer la corruption : elle la tait, la justifie et la rend invisible, au point de la normaliser au sein même de l'Église et de contribuer à sa prévalence dans la société.** La plupart des participants ont reconnu que les différentes dénominations et expressions de l'Église en Amérique latine et dans les Caraïbes adoptent une position faible, timide, voire invisible sur la question de la corruption.

« Nous ne pouvons pas nous contenter de dire que la corruption est un élément naturel en politique, car cette même corruption affecte l'Église. Dans certains cas, les Églises se concentrent uniquement sur l'aide, comme dispenser des soins médicaux ou nourrir les affamés. En tant que chrétiens, nous avons tous ce devoir moral et éthique, mais la lutte contre la corruption en fait également partie. »
(Interview ET-3)

La recherche a mis en évidence différents motifs ou facteurs qui favorisent ou facilitent non seulement le manque d'action prophétique de l'Église contre la corruption, mais aussi sa pratique et sa tolérance de la corruption. Ces motifs se répartissent en trois grandes catégories : (a) les facteurs théologiques et bibliques ; (b) les facteurs politiques et économiques ; et (c) les facteurs socioculturels.

Facteurs théologiques et bibliques: la théologie de la prospérité (le principal obstacle selon plusieurs personnes interrogées) ; une théologie traditionnelle qui limite l'Église à la prédication de l'évangile ; un manque de formation et de discipulat ; et l'absence d'une théologie de la mission intégrale.

Sur le plan politique, la relation entre l'Église et la politique, les gouvernements notamment, a été recensée à plusieurs reprises comme un vecteur de prolifération de la corruption. Plusieurs personnes interrogées ont souligné la complicité de l'Église avec les gouvernements en place : ils lui offrent des faveurs en échange de son soutien. L'Église serait par ailleurs utilisée à des fins électorales ; elle reçoit des faveurs et s'accommode du pouvoir politique. Plusieurs personnes interrogées ont déclaré qu'il s'agissait d'un problème grave dans les pays d'Amérique centrale tels que le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua.

Autres facteurs politiques ou économiques : la dynamique économique de la consommation, qui normalise la corruption ; une forte corrélation entre pauvreté et corruption ; les salaires de misère ; la négligence du gouvernement et son incapacité à proposer des alternatives à la pauvreté ; un système social corrompu et injuste ; la bureaucratie des autorités municipales ; et l'impunité au sein du système judiciaire.

Concernant les facteurs socioculturels, il a été souligné que la corruption est une norme culturelle. Certains comportements et pratiques ont été normalisés sans être remis en question, ce qui facilite manifestement la corruption, même dès le plus jeune âge. La perception est que l'Église a normalisé la corruption, aussi bien dans ses actions à l'extérieur qu'en son sein. Les membres s'engagent dans des pratiques malhonnêtes et les justifient même bibliquement. Les fonctionnaires chrétiens du secteur public se comportent conformément à la culture dominante. Il a également été noté que de nombreuses Églises manquent de transparence, de redevabilité, de conscience civique et de responsabilité collective.

Que pouvons-nous faire ?

Les recommandations proviennent de différents groupes : Tearfund, les personnes interrogées, les groupes de discussion et l'équipe de recherche. En résumé, il existe un consensus et un accord sur les points suivants :



La nécessité d'une transformation interne au sein des Églises, notamment :

- l'évaluation et la réflexion à l'égard des théologies qui imposent des restrictions à la mission de l'Église de s'exprimer et d'agir contre la corruption ;
- le discipulat et la formation à l'éducation et aux valeurs civiques, à la participation des citoyens et au plaidoyer – la question doit être abordée dans différents espaces éducatifs, notamment dans les Écoles du dimanche, dans les associations de jeunes ou de femmes, etc ;
- la production d'études et de supports bibliques sur la corruption et la foi, y compris du matériel liturgique ;
- l'examen des pratiques internes liées à la transparence et à la redevabilité ; et
- la formation théologique dans les séminaires.



L'Église doit exercer son rôle prophétique, en dénonçant l'injustice et la corruption, notamment :

- la formation de réseaux de pasteurs et de responsables d'Église engagés dans le travail humanitaire ;
- la rééducation d'un point de vue biblique en faveur de l'activisme social et du plaidoyer ;
- la reconnaissance des autres efforts de lutte contre la corruption en dehors de l'Église ;
- l'accompagnement pastoral individuel et collectif de chrétiens engagés dans la lutte contre la corruption (un « ministère de la citoyenneté ») ;
- l'identification et la mise en œuvre de modèles pratiques de responsabilité sociale et de travail avec la société civile ; et

- le partage des expériences positives afin qu'elles créent un effet multiplicateur.



La mise en œuvre de la lutte contre la corruption demande une approche à facettes multiples, notamment :

- la création d'un espace et d'un mouvement de prière ;
- une compréhension plus large de la corruption à partir de la vision du monde des populations autochtones et de descendance africaine ;
- une analyse détaillée et approfondie de la situation des Églises : leur histoire, leur théologie et les caractéristiques de leurs membres ;
- une connaissance approfondie des théologies des Églises pentecôtistes et néo-pentecôtistes, notamment de la théologie de la prospérité ;
- le maintien d'une attitude critique, en recherchant des voies différentes et des approches réfléchies enracinées dans le contexte immédiat, tout en conservant une orientation régionale et mondiale et un engagement envers les groupes les plus pauvres et les plus exclus ;
- la mobilisation de la jeunesse chrétienne en Amérique latine et dans les Caraïbes pour qu'elle participe aux efforts de lutte contre la corruption et pour que, du point de vue de sa foi, elle soit une voix prophétique.

« Pour être une Église qui est un “acteur”, il faut une praxis de la justice qui s’oppose à la corruption. Naturellement, cela ne mettra pas l’Église dans une position privilégiée par rapport au pouvoir politique. Au contraire, suivre la praxis de Jésus signifie aller à l’encontre de la morale du système. »

Cornejo Hernández, 2020

learn.tearfund.org

Tearfund, Calle 80B #39 24 Barrio Ciudad Jardín, Barranquilla, Colombia

+57 53783434 ✉ publications@tearfund.org

Siège social : Tearfund, 100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni. Enregistrée en Angleterre 994339.
Une société limitée par garantie. Association caritative enregistrée sous les numéros 265464 en Angleterre et au pays de Galles et SC037624 en Écosse.

tearfund